



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Plan social de Nokia

Question au Gouvernement n° 3176

Texte de la question

PLAN SOCIAL DE NOKIA

M. le président. La parole est à M. Alain Bruneel.

M. Alain Bruneel. Le groupe de télécommunications Nokia a annoncé son intention de supprimer 1 233 emplois en France, soit un tiers de ses effectifs.

Il s'agit du quatrième plan social depuis le rachat d'Alcatel-Lucent par Nokia en 2016. Alors que Nokia a perçu 280 millions d'euros au titre du crédit d'impôt recherche, ce groupe sacrifie la recherche et le développement, au risque de voir disparaître le dernier fabricant d'équipement de télécommunications en France. Alors qu'il est question de reconquérir notre souveraineté industrielle, l'État ne peut rester l'arme au pied devant ce nouveau plan de casse de l'emploi.

À l'heure où Air France prévoit de supprimer 7 600 emplois, où Sanofi annonce la suppression d'un millier de postes en France, où un plan social menace 5 000 emplois chez Airbus et où Renault envisage 4 600 suppressions d'emplois, l'État doit prendre ses responsabilités.

Il est indispensable de maintenir, transformer et développer nos outils industriels afin de préparer l'avenir.
(Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.)

Les entreprises dont nous parlons ont reçu des milliards d'euros d'aides publiques. Le Gouvernement ne saurait accepter que les salariés de ces entreprises stratégiques soient sacrifiés. La relance économique ne peut se faire sur le dos des salariés et pour le seul profit de la poignée d'ultra-riches auquel le Gouvernement a toujours les yeux de Chimène.

M. Sylvain Maillard. Oh là là !

M. Alain Bruneel. Le monde d'après exige de changer de braquet. La question du groupe communiste est simple : pouvez-vous garantir qu'il n'y aura aucune casse sociale et qu'aucun salarié ne sera laissé sur le carreau ? Quels garde-fous prévoyez-vous ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée chargée de l'industrie. *(Vifs applaudissements sur les bancs du groupe LaREM ainsi que sur plusieurs bancs du groupe MODEM.)*

Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée chargée de l'industrie. Le gouvernement a été particulièrement en pointe sur la politique industrielle depuis trois ans. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.– Exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

M. Hubert Wulfranc. On l'a vu pendant la crise !

Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée. Avec l'aide de la majorité, il a cherché à recréer de l'emploi industriel dans les territoires.

M. Fabien Di Filippo. Mythomane !

Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée. Nous agissons pour limiter la casse sociale à un moment inédit de crise mondiale de l'activité économique, en particulier industrielle.

M. Éric Coquerel. Pour l'instant, vous laissez faire les entreprises !

Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée. La politique industrielle sera au cœur de la relance...

M. Pierre Cordier. Il serait temps !

Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée. ...à telle enseigne que c'est dans une entreprise industrielle que le Premier ministre a choisi de faire son premier déplacement.

M. Jean-Paul Lecoq. Et Nokia ? Et Sanofi ?

Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée. Vous mentionnez plusieurs dossiers que nous suivons de près. Parlons de Sanofi : le plan d'évolution des effectifs ne prévoit aucun départ contraint, je vous rassure ; par ailleurs, je salue l'investissement de 600 millions d'euros du groupe, annoncé au mois de juin, dans une usine de production de vaccins à Marcy-l'Étoile.

M. David Habib. 4 milliards d'euros de dividendes !

Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée. J'ai obtenu de la part des dirigeants de Sanofi qu'ils maintiennent à moyen terme l'emploi en France, voire qu'ils le développent. Alors, oui, nous sommes à la manœuvre.

S'agissant de Nokia, je partage totalement votre préoccupation. Des députés sont aujourd'hui mobilisés aux côtés des salariés de Nokia qui défilent actuellement entre Montparnasse et Invalides – M. Éric Bothorel et Mme Marie-Pierre Rixain pour ne citer que ces deux-là – de même que le président du conseil régional de Bretagne, M. Loïc Chesnais-Girard. (*Exclamations sur les bancs du groupe GDR.*) Nous sommes à la manœuvre pour trouver des solutions...

M. Hubert Wulfranc. Des résultats !

Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée. ...car il s'agit non pas d'invectiver mais de bâtir une industrie compétitive et créatrice d'emplois en France. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Agir ens.*)

M. Jean-Paul Lecoq et M. Stéphane Peu. Et vous, qu'est-ce que vous faites ?

M. Hubert Wulfranc. Où sont les résultats ?

Données clés

Auteur : [M. Alain Bruneel](#)

Circonscription : Nord (16^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3176

Rubrique : Emploi et activité

Ministère interrogé : Industrie

Ministère attributaire : Industrie

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [9 juillet 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [9 juillet 2020](#)